tement avec les organisations internationales qui promeuvent la production de données comparables entre pays et favorisent l'émergence de problématiques globales. Mais les uns comme les autres doivent désormais prendre en considération les préoccupations de la société civile et fournir une information statistique non seulement fiable, mais aussi compréhensible et appropriable.

L'OCDE a bien compris la nécessité d'une large concertation. Le programme « Mesurer le progrès des sociétés » associe toutes sortes d'acteurs, nationaux, internationaux, publics, associatifs, syndicaux, académiques, dans le but de parvenir à un accord sur une liste restreinte d'indicateurs. Alors que la statistique était, comme son nom l'indique, une science au service de l'Etat, la « sociéstique » est le néologisme forgé par Enrico Giavannini, pour désigner ce que l'information statistique devrait désormais promouvoir : *« une société mue par des connaissances objectives partagées »*.

(1) Voir notamment « De nouveaux indicateurs face au PIB », *Alternatives Economiques* n° 270, juin 2008, et « La croissance ne fait pas le bonheur », *Alternatives Economiques*, hors-série n° 68, février 2006.
(2) Selon les données recueillies par Happy Planet Index, voir www.happyplanetindex.org/public-data/files/happy-planet-index-2-0.pdf.

ENTRETIEN Inégalités, santé, qualité de l'environnement… : retour sur les pistes avancées par la commission Stiglitz pour la prise en compte des phénomènes que le PIB ne mesure pas.

Un enjeu démocratique

Diane Grimonet

Jean-Paul Fitoussi, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris et président de l'OFCE

Jean-Paul Fitoussi est le coordinateur de la Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social, présidée par Joseph Stiglitz. Il présente ici les principales pistes explorées par la commission.

Quel est à vos yeux l'enjeu majeur de la réflexion que le président de la République a confiée à la commission Stiglitz ?

C'est un enjeu de crédibilité démocratique beaucoup plus important qu'on ne le croit. Quand les gens ont l'impression que les mesures sont fausses, ils pensent que la démocratie est manipulée et ils perdent toute confiance dans les élites. Le fait qu'il existe un *hiatus* si fréquent entre les mesures et la perception par les populations concernées signale un problème, non pas subjectif, mais objectif.

Le premier suspect est évidemment l'inégalité. Les mesures statistiques que nous produisons sont des moyennes ; or, personne ne se reconnaît dans une moyenne, surtout quand les inégalités augmentent. Nous recommandons d'adjoindre aux mesures des phénomènes économiques des éléments de répartition. Un exemple très simple : si on compare le revenu des pays en laissant de côté les 20 % les plus riches, la hiérarchie serait totalement bouleversée ! Or notre appareil statistique est pauvre sur la mesure des inégalités. Des données existent, mais leur exploitation et leur cohérence avec les comptes nationaux posent des problèmes d'une grande complexité. Et il existe de surcroît le culte du secret. Nous-mêmes, à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), nous avons les plus grandes difficultés à obtenir des données sur la répartition.

Quelles autres pistes d'amélioration propose la commission ?

D'abord, on pourrait mieux mesurer la production de certains services dont l'importance est considérable pour le bien-être des personnes. Par exemple : la production des services de santé est mesurée par la somme des dépenses de santé. Cela ne dit rien de la qualité du système. Les Etats-Unis dépensent 15 % de leur produit intérieur brut (PIB) pour la santé, mais 40 millions d'Américains ne sont pas couverts ! La France ne dépense que 11 %, alors que la qualité des soins pour la majorité est bien meilleure. Le problème est le même pour l'éducation. Améliorer ces mesures suppose des observations beaucoup plus fines que celles dont on dispose actuellement.

Par ailleurs, on pourrait comptabiliser autrement certaines dépenses, qui ne contribuent pas au bien-être de la population. Exemple : les déplacements domicile-travail pourraient être considérés comme une production intermédiaire, un service rendu par les ménages aux entreprises qui viendrait en déduction de la production finale. Plus généralement, il faut essayer de mieux mesurer dans les comptes nationaux ce qui compte vraiment pour les gens et privilégier le point de vue des ménages dans le choix des indicateurs. Par exemple, en mettant en avant des indicateurs de revenu plutôt que de production.

Enfin, il faudrait aller vers des indicateurs nets, qui enregistrent la consommation de capital, non seulement physique, mais aussi environnemental. Les pays qui tirent leurs revenus de leurs ressources naturelles sont en réalité en train de dilapider leur capital. Mais le calcul du PIB intègre le produit de la vente, pas la dégradation du stock de capital.

Jusqu'où faut-il aller dans l'élargissement des comptes nationaux ?

C'est une des questions qui a fait débat au sein de la commission. Une de ses membres est spécialiste de la mesure de la production non marchande. Ce n'est pas rien, puisque cela représente environ 35 % du PIB en